



BUREAU COMMUNAUTAIRE

2 FEVRIER 2023

DECISION N° 2023-003-DB

Le deux février deux mille vingt-trois à 19 heures, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guigliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le vingt-six janvier deux mille vingt-trois.

Membres présents :

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Anatole MICHAUD, Sophie METAYER, Guy BERTIN, Sandrine LION (de 004 à 025), Éric MOUSSERION, Éric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Laurent NIVELLE (de 001 à 015), Béatrice BERTRAND, Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT (de 001 à 017), Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN (de 001 à 006), Jacky MARCHAND, Pierre de BOUTRAY, Christian GALLE, Didier GUILLAUME (de 001 à 016), Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL (de 002 à 025), Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA

Excusé(s) :

Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Marc BONNIN, Christian RUALT, Astrid LELIEVRE, Alain BOURDIN, Didier ROUSSEAU, Gilles ROUSSILLAT, Olivier DESCHARD, Jeannick CANTIN, Éric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Sylvie BEILLARD

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Jérôme HARRAULT à Guy BERTIN, Marc BONNIN à Gérard POLICE, Astrid LELIEVRE à Jackie GOULET, Didier ROUSSEAU à Éric MOUSSERION, Gilles ROUSSILLAT à Isabelle GRANDHOMME, Isabelle ISABELLON à Jean-Pierre ANTOINE, Alain BOISSONNOT à Christian GALLE, Sylvie BEILLARD à Éric TOURON, Sophie TUBIANA à Rodolphe MIRANDE (de 004 à 025), Laurent NIVELLE à Béatrice BERTRAND (de 016 à 025)

Secrétaire de séance : Éric TOURON

	DB 001	DB 002 à 003	DB 004 à 006	DB 007 à 015	DB 016	DB 017	DB 018 à 025
Membres en exercice	51	51	51	51	51	51	51
Quorum	26	26	26	26	26	26	26
Présents	32	33	33	32	31	30	29
Absents - Excusés	19	18	19	20	21	22	23
Pouvoirs	8	8	9	9	10	10	10
Votants	40	41	41	41	41	40	39

ADHESION CENTRE D'ETUDES ET D'EXPERTISES SUR LES RISQUES, L'ENVIRONNEMENT, LA MOBILITE ET L'AMENAGEMENT - CEREMA

Vu la loi n° 2013-431 du 28 mai 2013 portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports, notamment le titre IX, modifié par l'article 159 de loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

Vu le décret n° 2013-1273 du 27 décembre 2013 relatif au Centre d'études et d'expertises sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement modifié par le décret n° 2022-897 du 16 juin 2022 ;

Vu la délibération du conseil d'administration du Cerema n°2022-12 relative aux conditions générales d'adhésion au Cerema ;

Vu la délibération du conseil d'administration du Cerema n°2022-13 fixant le barème de la contribution annuelle des collectivités territoriales et leurs groupements adhérents ;

Accusé de réception en préfecture
049-200071876
Date de télétransmission : 13/02/2023
Date de réception en service : 13/02/2023

Le Cerema est un établissement public à la fois national et local, doté d'un savoir-faire transversal, de compétences pluridisciplinaires et d'un fort potentiel d'innovation et de recherche. Le Cerema intervient auprès de l'État, des collectivités et des entreprises pour les aider à réussir le défi de l'adaptation au changement climatique. Ses six domaines de compétences ainsi que l'ensemble des connaissances qu'il produit et capitalise sont au service de l'objectif d'accompagner les territoires dans leurs transitions.

Le Cerema intervient pour le compte des collectivités sur des missions en ingénierie de deuxième niveau (assistance à maîtrise d'ouvrage, expertises, méthodologie...) en complément des ressources locales (agences techniques départementales, agences d'urbanisme, CAUE, établissements publics fonciers, etc.) et en articulation avec les ingénieries privées.

L'évolution de la gouvernance et du mode de contractualisation avec le Cerema est une démarche inédite en France. Elle fait du Cerema un établissement d'un nouveau genre qui va permettre aux collectivités d'exercer un contrôle et de prendre activement part à la vie et aux activités du Cerema.

L'adhésion au Cerema permet notamment :

- De s'impliquer et de contribuer à renforcer l'expertise publique territoriale : en adhérant, la communauté d'agglomération participe directement ou indirectement à la gouvernance de l'établissement (par le biais de ses représentants au Conseil d'administration, au Conseil stratégique, aux Comités d'orientation régionaux et aux conférences techniques territoriales)
- De disposer d'un accès privilégié et prioritaire à l'expertise du Cerema : la quasi-régie conjointe autorise les collectivités adhérentes à attribuer des marchés publics au Cerema, par simple voie conventionnelle, sans application des obligations de publicité et de mise en concurrence
- De bénéficier d'un abattement de 5 % sur ses prestations
- De rejoindre une communauté d'élus et d'experts et de disposer de prestations spécifiques

La période initiale d'adhésion court jusqu'au 31 décembre de la quatrième année pleine. Le montant annuel de la contribution est de 1 000€ pour l'année 2023 et 2 000€ par an pour les années suivantes.

Compte tenu des objectifs et des problématiques de la CASVL, il est proposé d'adhérer au Cerema et de désigner un représentant de la CASVL dans le cadre de cette adhésion.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **DE SOLLICITER** l'adhésion de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire auprès du CEREMA pour une période initiale courant jusqu'au 31 décembre de la quatrième année pleine d'adhésion, puis renouvelable annuellement par tacite reconduction ;
- **DE REGLER** chaque année la contribution annuelle due.

DE DESIGNER Anatole MICHAUD pour représenter la collectivité au sein du CEREMA ;

D'AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette adhésion.

Le Bureau communautaire approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 41

Contre :

Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Date d'affichage :



Jackie GOULET

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »